Présidentielle
2027

5 mesures *phares*

« Faire de la France et de
l'Europe une *puissance numérique* »

numeum.fr

Faire de la France et de l'Europe une puissance industrielle numérique

L'intelligence artificielle et les technologies d'avenir bouleversent déjà nos économies, nos métiers et notre appareil productif. Dans un pays confronté à une dette élevée, au vieillissement de sa population et au ralentissement de sa croissance, la technologie devient une solution stratégique pour répondre aux questions de productivité et de prospérité.

Retrouver des gains de productivité est indispensable pour créer davantage de richesse, renforcer notre compétitivité et financer durablement notre modèle social. L'IA, le numérique et les technologies de rupture constituent à cet égard l'un des principaux leviers de croissance des prochaines décennies. La France doit choisir : attendre que ces innovations soient conçues ailleurs, ou investir pour qu'elles se développent aussi sur notre territoire.

Il n'y a aucune fatalité au décrochage. Avec les bons choix, la France et l'Europe disposent des talents, des entreprises et d'un marché de 450 millions de citoyens pour retrouver une dynamique d'innovation et de productivité.

Notre projet est celui d'une France qui investit, qui forme, qui garantit son autonomie stratégique et qui entraîne l'Europe dans la construction d'une véritable puissance technologique.

1ère mesure

Objectif 4 % du PIB : redresser la R&D française

Le décrochage technologique et productif de l'Europe est étroitement corrélé à son déficit d'investissement dans la recherche et l'innovation, comme l'a montré le rapport Draghi. Moins d'investissement dans ce domaine, c'est moins d'innovation, moins de technologies de rupture et, à terme, moins de gains de productivité et moins de croissance.

Depuis trente ans, la France est la seule grande économie industrielle à avoir vu son effort de recherche et développement stagner. Notre investissement en R&D reste limité à 2,2 % du PIB, contre 3,13 % en Allemagne, 3,44 % aux États-Unis, 5,13 % en Corée du Sud et 6,76 % en Israël. C'est ainsi que la productivité française a décroché par rapport à celle des États-Unis.

Cette stagnation n'est pas une fatalité.

Notre proposition

Faire de l'objectif de 4 % du PIB consacré à la R&D à l'horizon 2035 un objectif national, soit environ 55 milliards d'euros supplémentaires chaque année.

Cet effort devra être **progressif**, avec un premier palier **de 35 milliards d'euros supplémentaires à atteindre d'ici la fin du quinquennat.** Ce chiffre paraît élevé, mais 4 % du PIB représente le coût de mise en conformité aux normes dans notre pays.

C'est la condition pour que la France et l'Europe aient à nouveau la capacité de prendre le leadership dans les technologies de rupture de demain telles que l'intelligence artificielle, le quantique, les jumeaux numériques ou la robotique.

Cet effort ne repose pas uniquement sur la dépense publique : la R&D est financée pour environ deux tiers par les entreprises et pour un tiers par le secteur public. Atteindre 4 % suppose donc de créer les conditions d'un véritable sursaut collectif de l'investissement dans la recherche et l'innovation. Ce sursaut est possible dans un pays riche de près de 7 000 milliards d'euros d'épargne.

Fiscalité, financement de l'innovation, coopération entre recherche publique et privée, choix d'investissements publics : **il faut des politiques économiques orientées vers cet objectif.**

Redresser notre effort de R&D, c'est renforcer les capacités d'industrialisation et de commercialisation de nos entreprises en matière d'innovation. C'est ainsi préparer notre compétitivité, notre souveraineté technologique et notre croissance de demain.

2ème mesure

Une ambition pour l'éducation, la formation et l'emploi qui répond au bouleversement de l'IA

L'intelligence artificielle ne transforme pas uniquement les entreprises technologiques. Elle change le travail, l'éducation, l'accès à l'information, les services publics et, de manière générale, notre vie quotidienne.

Faire de la France un champion de l'IA exige donc une condition essentielle : ne laisser personne au bord du chemin.

Notre proposition

Déployer un plan national ambitieux. Il devra permettre de former dès le plus jeune âge aux compétences scientifiques nécessaires. À ce titre, il conviendra de tirer les enseignements des choix passés en matière d'éducation et d'orientation.

La France doit renforcer la place des mathématiques, des sciences et de la culture technologique tout au long du parcours scolaire, et veiller à ce que les mécanismes d'orientation ne ferment pas trop tôt l'accès aux filières scientifiques. Cet effort doit s'accompagner d'une politique volontariste en faveur de la **féminisation** des formations et des carrières scientifiques et technologiques. Il ne faut pas croire que l'IA va réduire les besoins en ingénieurs.

Un tel plan devra aussi **renforcer la formation continue**, avec un accompagnement des métiers les plus exposés dans leurs reconversions, et donner à chaque citoyen les moyens d'utiliser l'IA de manière responsable, en comprenant notamment ses limites et ses biais.

L'intelligence artificielle doit être un facteur d'émancipation et de progrès partagé, pas une nouvelle source de fractures.

3ème mesure

Une commande publique stratégique pour favoriser le développement des nouvelles technologies du numérique en France

La commande publique constitue un levier stratégique pour faire grandir nos entreprises innovantes. Le secteur public n'est pas qu'un simple marché : lorsqu'une entreprise innovante travaille avec l'État ou une collectivité, elle accède à des cas d'usage complexes, développe son expertise, renforce sa crédibilité et se donne les moyens de changer d'échelle.

Les grandes puissances technologiques l'ont compris depuis longtemps : nombre de géants américains ou chinois n'auraient pas connu le même développement sans le soutien actif de leurs pouvoirs publics.

La France doit, elle aussi, utiliser pleinement cette puissance d'entraînement.

Avant de développer lui-même un nouveau service numérique, l'État doit se fournir auprès des entreprises françaises et européennes qui disposent déjà des solutions nécessaires et participer ainsi au développement de l'écosystème technologique français et européen.

Notre proposition

Appliquer un principe clair à la transformation numérique du secteur public : « acheter avant de développer soi-même ».

Mais il ne faut pas s'arrêter à la commande de technologies existantes : l'État doit aussi demander à nos entreprises de relever de nouveaux défis technologiques. Au-delà, **nous proposons de créer une véritable « DARPA européenne »,** capable de financer rapidement des projets technologiques à haut risque et à fort potentiel, en s'appuyant sur des besoins stratégiques publics et des commandes ambitieuses. Une telle agence permettrait d'accélérer l'émergence de ruptures technologiques.

4ème mesure
Un pacte européen de compétitivité numérique pour un marché intérieur de 450 millions de citoyens

Les rapports Draghi et Letta ont mis en évidence le retard de compétitivité de l'Europe, notamment en matière d'innovation et de numérique. Notre continent dispose pourtant de talents, de chercheurs, d'entrepreneurs, d'une industrie puissante et d'un marché de près de 450 millions de citoyens.

Ce potentiel doit désormais devenir une force.

Notre proposition

Créer un pacte européen de compétitivité numérique pour permettre à l'Europe de devenir une puissance technologique à la hauteur des grands acteurs mondiaux.

Ce pacte devra poursuivre trois priorités :

1. **simplifier** les textes qui régissent le numérique afin de libérer l'innovation ;
2. renforcer massivement le **financement** de l'innovation pour permettre à nos entreprises de devenir des champions, notamment grâce à l'union des marchés de capitaux prévue par le rapport Letta ;
3. et **bâtir un véritable marché intérieur** européen grâce à la création d'un 28ème régime et d'une convergence réglementaire et fiscale.

Notre objectif est simple : permettre à une entreprise innovante créée en France ou dans n'importe quel pays européen de financer sa croissance, de se développer sur tout le continent et de devenir un champion mondial sans devoir quitter l'Europe pour réussir. **Il s'agit de créer les conditions pour que nos entreprises les plus prometteuses puissent rester, grandir et changer d'échelle en Europe et à l'international,** en y ancrant durablement les emplois, les compétences et la valeur issus de l'innovation.

5ème mesure
Une troisième voie pour l'innovation : établir la confiance

Dans un contexte international marqué par des tensions croissantes, la France et l'Europe doivent porter leur propre vision de la puissance technologique : **une innovation au service de tous fondée sur la confiance, le respect des libertés et des valeurs démocratiques. Travailler à notre autonomie stratégique est un impératif pour assurer la résilience de notre économie et de nos libertés.**

Cette **troisième voie** doit aussi devenir un projet de coopération internationale.

Notre proposition

L'Europe doit fédérer autour de ce modèle les pays qui partagent cette ambition : nous proposons de créer une véritable alliance technologique entre l'Europe et l'Afrique, fondée sur le co-investissement, la montée en compétences, l'innovation partagée et des bénéfices mutuels.

Ensemble, l'Europe et l'Afrique peuvent constituer un espace de taille critique pour **tester, déployer et diffuser les technologies à grande échelle, faire émerger de nouveaux champions et peser davantage dans la compétition mondiale.** Cette ambition doit aller de pair avec un modèle technologique plus soutenable, notamment en matière d'empreinte énergétique de l'IA, de développement des data centers et d'usage des ressources.

Cette alliance doit devenir un accélérateur de croissance, d'investissement et d'innovation, capable de faire émerger des entreprises de dimension mondiale sur les deux continents.

Une filière stratégique pour l'*économie française*

Le numérique n'est pas un secteur parmi d'autres : c'est celui dont dépendent la compétitivité de toute notre économie et notre autonomie stratégique. Partout en France, les entreprises du numérique créent des emplois qualifiés et durables. Leur donner les moyens d'investir, c'est investir dans l'avenir du pays.

73Md€
de chiffre d'affaires pour 2026

Source : Observatoire de conjoncture NUMEUM – XERFI

658 000
emplois en France

Données ACOSS

Des emplois *qualifiés et durables*

Source : Quadrat-études pour NUMEUM, 2025

87%
de salariés cadres

38,4
ans d'âge moyen

29%
de femmes dans les effectifs

55 283 €
la rémunération annuelle brute totale moyenne

93%
de salariés en CDI

Numeum
Le syndicat du numérique en France

Numeum est la 1ère organisation professionnelle du numérique en France. Membre de la fédération Syntec, qui constitue la 2ème branche représentative du MEDEF, nous rassemblons plus de 2 500 entreprises du numérique adhérentes : les entreprises de services du numérique (ESN), les éditeurs de logiciels, les plateformes et les sociétés d'Ingénierie et de Conseil en Technologies (ICT).

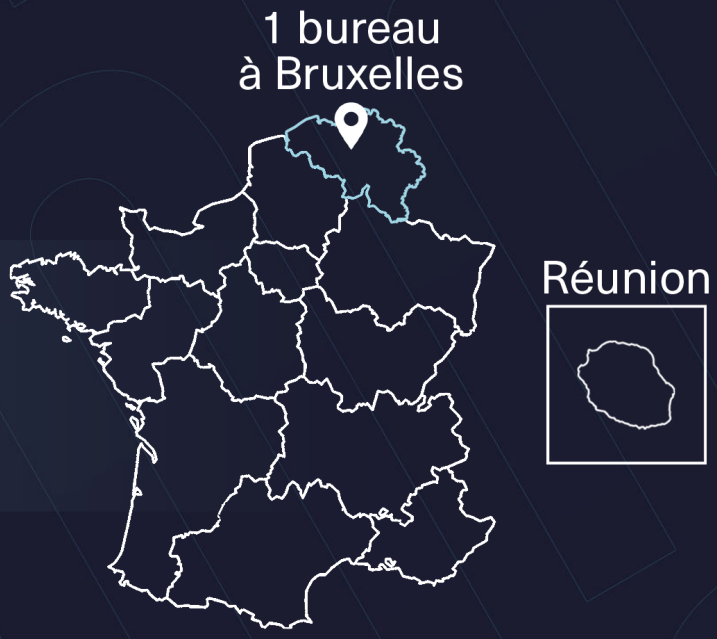
Numeum est présidé par Mehdi Houas depuis le 1er juillet 2026.

2500
entreprises adhérentes, dont 50 % en régions et 50 % de startups et TPE

85%
du chiffre d'affaires total du secteur en France

55%
des salariés du secteur représentés : 1er acteur de la branche

12 délégations régionales



← **Retrouvez les propositions détaillées de** *Numeum*

CONTACT AFFAIRES PUBLIQUES
Clément EMINE
cemine@numeum.fr

22-28, rue Joubert, 75009 Paris
numeum.fr